

« Faire autrement que pour la LGV Tours-Bordeaux »

ALAIN ROUSSET
Le président de la Région Aquitaine en appelle à l'Europe

JEAN-DENIS RENARD ET STELLA DUBOURG

Les opposants mettent l'accent sur le financement acrobatique, voire impossible, des futures lignes à grande vitesse. Alain Rousset, lui, préfère envisager des « solutions innovantes ».

Joint hier soir, le président (PS) de la Région Aquitaine a réitéré sa satisfaction. « Mais je pense qu'il faudra s'y prendre autrement que pour la ligne Tours-Bordeaux, ajoute-t-il. C'est un ouvrage d'État. Il est difficile de demander un apport financier conséquent aux collectivités locales. En revanche, ce chantier annonçant une liaison transfrontalière vers l'Espagne suppose l'intervention de l'Europe, qui est très soucieuse de voir le réseau s'étoffer. » Le socialiste espère ainsi « une subvention de l'ordre du milliard d'euros ».

Il poursuit : « En plus de cela, il faut

parier sur le plan Juncker, sans doute pas sur l'enveloppe du plan Juncker mais sur des étapes [ultérieures]. Enfin, à l'échelon national, pensons au grand emprunt. On peut en lever un nouveau en le reserrant sur des priorités d'aménagement comme le grand projet ferroviaire du Sud-Ouest. N'oublions pas qu'on parle là d'un investissement pour un siècle. Si on n'avait pas eu la déclaration d'utilité publique, il aurait fallu repartir de zéro à partir de 2030, avec tous les dangers que l'étalement urbain aurait fait peser sur ce projet dans l'intervalle. »

Gleyze ne fera pas la guerre

Président (PS) du Conseil départemental de la Gironde et hostile au projet, Jean-Luc Gleyze a lui aussi peaufiné l'argumentaire. « Compte tenu du modèle économique des LGV remis en cause par la Cour des comptes, compte tenu de l'état des finances publiques et des impayés dans le tour de table du tronçon Tours-Bordeaux [NDLR : actuellement en construction suivant les modalités d'un partenariat public-privé], je ne vois pas comment on pourrait parvenir à boucler le finan-

cement des LGV au sud de Bordeaux », souligne-t-il. Jean-Luc Gleyze entend faire respecter la priorité « d'améliorer la desserte ferroviaire de proximité ». Il donne quitus à Alain Rousset de pousser dans le même sens que lui sur ce sujet et assure qu'il n'a « pas d'états d'âme » en vue des élections régionales de décembre où Alain Rousset est candidat à sa propre succession. « Entre Alain Rousset, pro-LGV, et Virginie Calmels [NDLR : la candidate du parti Les Républicains], qui est aussi pro-LGV, mon choix est tout fait ! », conclut-il.

Quant à Françoise Coutant, tête de liste EELV, elle réaffirme sans surprise son refus. « À l'heure où l'État impose des restrictions aux collectivités, qui tendent à réduire les services publics pour le plus grand nombre, pour quoi donner la priorité à des projets qui engouffrent plus de 8 milliards d'euros, ne seront jamais rentables en fonctionnement et qui ne concerneront qu'une minorité de voyageurs en capacité de payer cher leurs billets de train ? Ce choix ne répondra pas aux besoins des citoyen(ne)s qui plébiscitent les TER comme moyen de transport pour leurs déplacements du quotidien. »



Alain Rousset, président de la Région Aquitaine, voit en la LGV « un investissement pour un siècle ». PHOTO ARCHIVÉS GUILLAUME BONNAUD



« Sud Ouest » a ouvert ses portes samedi

VOTRE QUOTIDIEN 600 lecteurs et curieux ont participé à la visite des locaux à Bordeaux



Dans les couloirs du bâtiment, les salariés ont retracé l'histoire du journal et expliqué son fonctionnement. PHOTOS QUENTIN SALINIER

Samedi, 600 personnes ont franchi les portes du 23, quai des Queyries, navire amiral du quotidien « Sud Ouest » à Bordeaux. Dans une ambiance conviviale, ces visiteurs ont pénétré dans l'univers de la conception d'un journal : la rédaction générale, le coin des sportifs, l'équipe Web... Le public, toutes générations confondues, a pu échanger avec les journalistes. Une initiative portée pour la troisième fois par Alimso, l'Association des lecteurs, internautes et mobinautes de « Sud Ouest ». La journée, qui s'est terminée autour d'un verre de l'amitié, a été immortalisée par les photographes : les clichés sont à retrouver sur sudouest.fr



619602090_NST

CONTRAT PRÉVOYANCE

À PARTIR DE **7€60** /MOIS*

SERVICES FUNÉRAIRES

- Capital garanti de 1 000 à 15 000 €¹
- Prise en charge de vos proches dans les 2 heures, 7j/7 et 24h/24
- Absence de questionnaire de santé²

7J/7
24H/24
31 23
Service et
appel gratuits
pfg.fr
700
agences

*Exemple pour un capital garanti de 2 000 € souscrit à 40 ans en primes mensuelles sur 20 ans, tarifs du contrat V225072015-1. (1) Voir conditions des contrats en agence ou sur pfg.fr. Crédit photo : F. Lemaire, ODF-SA au capital de 40 904 385 - RCS Paris 542 076 789 - Habilitation préjudiciaire Paris 12 75 001 - Identifiant TVA FR92 542 076 789 - Intermédiaire de mandataire d'assurance N° Dées 11 069 967 - www.pfg.fr. Sous le contrôle de l'ACPR.